



Disclaimer: unless otherwise agreed by the Council of UPOV, only documents that have been adopted by the Council of UPOV and that have not been superseded can represent UPOV policies or guidance.

This document has been scanned from a paper copy and may have some discrepancies from the original document.

---

Avertissement: sauf si le Conseil de l'UPOV en décide autrement, seuls les documents adoptés par le Conseil de l'UPOV n'ayant pas été remplacés peuvent représenter les principes ou les orientations de l'UPOV.

Ce document a été numérisé à partir d'une copie papier et peut contenir des différences avec le document original.

---

Allgemeiner Haftungsausschluß: Sofern nicht anders vom Rat der UPOV vereinbart, geben nur Dokumente, die vom Rat der UPOV angenommen und nicht ersetzt wurden, Grundsätze oder eine Anleitung der UPOV wieder.

Dieses Dokument wurde von einer Papierkopie gescannt und könnte Abweichungen vom Originaldokument aufweisen.

---

Descargo de responsabilidad: salvo que el Consejo de la UPOV decida de otro modo, solo se considerarán documentos de políticas u orientaciones de la UPOV los que hayan sido aprobados por el Consejo de la UPOV y no hayan sido reemplazados.

Este documento ha sido escaneado a partir de una copia en papel y puede que existan divergencias en relación con el documento original.

UPOV

RC/ad hoc/ 11

ORIGINAL: anglais

DATE: 16 septembre 1978

## UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

GENÈVE

COMITE AD HOC SUR  
LA REVISION DE LA CONVENTION

Genève, 11 au 15 septembre 1978

## PROJET DE COMPTE RENDU

préparé par le Bureau de l'UnionOuverture de la session

1. Le Comité ad hoc sur la revision de la Convention (ci-après dénommé "le Comité") a tenu sa session à Genève, du 11 au 15 septembre 1978. A la requête du Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, la possibilité a été offerte à un représentant de ce pays de procéder à un échange de vues avec les membres du Comité. A cet effet, il a pris part aux délibérations du Comité à ses séances des 13 et 14 septembre. La liste des participants figure à l'annexe I du présent document.

2. La session a été ouverte par M. H. Skov (Danemark), Président du Comité, qui a souhaité la bienvenue aux participants. Il a rendu hommage à M. J.I.C. Butler, décédé au cours de l'année, et a rappelé les mérites qu'il a acquis lors des travaux préparatoires sur la revision de la Convention UPOV.

Adoption de l'ordre du jour

3. Le Comité a adopté l'ordre du jour tel qu'il figure dans le document RC/ad hoc/1. Les discussions du Comité se sont déroulées sur la base des documents DC/1 à 10 et RC/ad hoc/2 à 9.

Compte rendu

4. Le Comité a décidé que le présent compte rendu ne devra contenir que les conclusions auxquelles le Comité est parvenu et qu'il devra être distribué le plus rapidement possible, en raison de l'imminence de la Conférence diplomatique.

Tâches du Comité; procédure lors de la Conférence diplomatique

5. Conformément à la décision prise par le Conseil à sa onzième session, tenue du 6 au 9 décembre 1977 (voir le document C/XI/21, paragraphe 58 et annexe III), la tâche principale du Comité a consisté à examiner les observations reçues sur le nouveau texte proposé de la Convention UPOV et à étudier la révision de l'article 13. Le Secrétaire général a rappelé que, en vertu du Règlement intérieur provisoire de la Conférence diplomatique (document DC/2), seul le document DC/3 servira de base aux débats de la Conférence diplomatique et que toute suggestion d'adopter un autre texte sur un point quelconque devra être présentée par une délégation gouvernementale à la Conférence diplomatique sous la forme d'une "proposition d'amendement" (voir l'article 30.3) du Règlement intérieur provisoire). Les propositions d'amendement devront être présentées par écrit et remises au Secrétaire de l'organe intéressé, à savoir la Conférence diplomatique en séance plénière, un comité de la Conférence diplomatique ou un groupe de travail de la Conférence diplomatique (voir l'article 30.3) du Règlement intérieur provisoire).

Etudes des observations sur le projet de Convention révisée

6. Les débats se sont déroulés sur la base des documents RC/ad hoc/7 (compilation des observations sur le projet de Convention révisée (documents DC/3 à 5) reçues par le Bureau de l'Union avant le 5 septembre 1978 et figurant dans les documents DC/6 à 8 et RC/ad hoc/4 à 6), DC/9 (observations de la délégation des Pays-Bas), DC/10 (observations modifiées de l'AIPH) et RC/ad hoc/9 (proposition relative à l'article 13 de la Convention UPOV présentée par le Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique).

7. Faute de temps, le Comité n'a pas étudié la plupart des propositions relatives à la rédaction du projet de Convention révisée. La délégation de l'Afrique du Sud a pris note de ce qu'un certain nombre d'Etats membres actuels, ainsi que d'autres Etats, ont fondé leur législation sur la protection des obtentions végétales sur les expressions utilisées dans le texte actuel de la Convention, et a déclaré qu'elle serait disposée à retirer ses propositions de rédaction si leur adoption devait soulever trop de difficultés.

8. Le Comité n'a pas examiné en détail les dispositions de droit de traité car il ne s'est pas estimé qualifié pour le faire. La délégation des Pays-Bas a expliqué ses principales propositions figurant dans le document DC/9, en particulier celles qui se rapportent aux articles 32B (relations entre Etats liés par des textes différents) et 38 (règlement de différends).

9. Les principales conclusions du Comité sont résumées dans les paragraphes suivants, dont chacun se réfère, sauf exception, à un paragraphe de l'annexe du document RC/ad hoc/7 :

i) Paragraphe 5 (article 2.2) - sens de la notion de variété)

La majorité du Comité s'est prononcée en faveur du nouveau texte proposé dans le document DC/3. Toutefois, un membre du Comité a déclaré que son Gouvernement pourrait présenter une proposition d'amendement.

ii) Paragraphe 7 (article 3 - traitement national; réciprocité)

Le Comité a émis un avis défavorable sur la proposition de la CIOPORA.

iii) Paragraphe 11 (article 4.3) - extension de la protection à des "espèces importantes")

Le Comité est convenu d'un projet de recommandation; celui-ci figure à l'annexe II du présent document.

iv) Paragraphe 12 (article 4.3) - nombre de genres et d'espèces qui doivent être protégés)

Le Comité a émis un avis défavorable sur les deux propositions faites à ce sujet.

- v) Paragraphe 14 et 15 (article 5.1) - protection obligatoire du produit final - recommandation sur la protection des fleurs coupées)

Le Comité est convenu d'un projet de recommandation; celui-ci figure à l'annexe III du présent document.

- vi) Paragraphe 16 (article 5.1) - fait d'éluder la protection)

Le Comité a émis un avis défavorable sur l'amendement proposé par l'ASSINSEL.

- vii) Paragraphe 17 (article 5.1) - "privilège de l'agriculteur")

Le Comité a estimé opportun que cette question ne soit pas soulevée à la Conférence diplomatique.

- viii) Paragraphe 18 (article 5.1) - protection des jeunes plants)

Le Comité a défini le problème mais n'est parvenu à aucun accord.

- ix) Paragraphe 19 (article 5.1) - utilisation du produit final comme matériel de reproduction ou de multiplication)

Le Comité a estimé que si une proposition plus élaborée que celle figurant dans le paragraphe en référence était faite à la Conférence diplomatique, il pourrait être opportun de l'étudier. Il n'a cependant pas été en faveur de la modification de la troisième phrase de l'article 5.1).

- x) Paragraphe 21 (article 5.3) - rédaction)

Le Comité n'est parvenu à aucun accord au sujet de la suppression proposée du mot "initiale".

- xi) Paragraphe 25 (article 6.1)b) - commercialisation des variétés)

Le Comité a émis un avis défavorable sur la modification proposée de la première phrase de cette disposition.

- xii) Paragraphe 26 (article 6.1)b) - délai de grâce)

Le Comité a émis un avis favorable au maintien de la possibilité d'accorder un délai de grâce, que l'on se propose d'offrir en vertu de l'article 6.1)b)i) (dans la version du document DC/3). La solution de remplacement décrite au paragraphe 26 du document RC/ad hoc/7 n'a pas été appuyée.

- xiii) Paragraphe 28 (article 6.1)b) - essais non opposables au droit à la protection)

Le Comité n'a pas appuyé la proposition de l'AIPH au sujet de l'alinéa b) et a expliqué que la rédaction proposée pour l'ensemble de l'article 6.1) ne contredisait pas la conclusion que chaque Etat membre doit décider aux fins de sa propre procédure la frontière entre l'utilisation expérimentale et la commercialisation.

- xiv) Paragraphe 29 (article 6.1)b) - acquisition de la notoriété par la variété)

Le Comité a estimé inutile d'ajouter "avec l'accord de l'obtenteur" à la dernière phrase de l'article 6.1)b).

- xv) Paragraphe 30 (article 6.1) - rédaction)

Le Comité a émis un avis favorable sur la proposition visant à simplifier l'article 6.1)b)ii) en utilisant l'expression "dans le cas des vignes et des arbres, y compris leurs porte-greffes".

xvi) Paragraphe 31 (articles 6.1) et 34A.2) - application sur le plan national)

Le Comité a émis un avis favorable sur le remplacement de "nouveau" par "brevetabilité" à l'article 34A.2).

xvii) Paragraphe 32 (article 7 - coopération en matière d'examen)

Le Comité n'a pas appuyé la proposition de la CIOPORA.

xviii) Paragraphe 33 (article 7.3) - protection provisoire)

Le Comité n'est parvenu à aucun accord en ce qui concerne la transformation de la faculté d'accorder une protection provisoire en une obligation. Il a émis un avis favorable sur le remplacement du premier mot du paragraphe 3) ("durant") par "pour".

xix) Paragraphe 34 (article 7 - rédaction)

La majorité du Comité n'a pas appuyé la proposition visant à remplacer "genre ou espèce botanique" par "variété" à la deuxième phrase de l'article 7.1) et a émis un avis favorable sur la suppression de "botanique" dans l'expression citée. D'autres propositions ont également été faites, en particulier que la-dite phrase soit modifiée comme suit : "Cet examen doit être approprié aux différents genres ou espèces en tenant compte de leurs systèmes de reproduction ou de multiplication"; le Comité n'est parvenu à aucune conclusion à leur sujet.

xx) Paragraphe 36 (article 8 - augmentation de la durée de la protection)

Le Comité n'a pas appuyé la proposition selon laquelle la durée initiale de la protection devrait être augmentée pour les pommes de terre, les graminées et trèfles pluriannuels et les arbres fruitiers.

xxi) Paragraphe 38 (article 8 - rédaction)

Le Comité a émis un avis favorable sur la proposition visant à simplifier cet article en utilisant l'expression "pour les vignes et les arbres, y compris leurs porte-greffes".

xxii) Paragraphe 39 (article 9 - diffusion de la variété)

Le Comité a émis un avis défavorable sur les propositions de modification de l'article 9.

xxiii) Paragraphe 40 (articles 9 et 10 - interprétation)

Le Comité a estimé qu'il appartenait à chaque Etat membre d'interpréter les relations entre les articles 9 et 10, d'une part, et les législations comme celles sur les monopoles, d'autre part.

xxiv) Paragraphe 41 (article 10 - rédaction)

Le principe sous-tendant l'article 10 a été réaffirmé et expliqué. Quelques doutes ont été émis à propos de la modification éventuelle de l'article 10.2) du point de vue de la rédaction.

xxv) Paragraphe 45 (article 12.1) - prolongation du délai de priorité)

La majorité du Comité a émis un avis défavorable sur la proposition visant à prolonger le délai de priorité à deux ans au total.

xxvi) Paragraphe 46 (article 12.1) - calcul du délai de priorité)

Le Comité a émis un avis défavorable sur la proposition de l'ASSINSEL.

xxvii) Paragraphe 46 (article 12 - délai de quatre ans)

Le Comité a expliqué les dispositions de l'article 12 et a confirmé que les Etats membres n'effectuant pas d'examen officiel de la variété ne seront pas obligés d'attendre jusqu'à quatre ans pour procéder à l'examen de la demande de protection pour laquelle la priorité d'une demande antérieure a été revendiquée.

xxviii) Paragraphe 49 (article 12 - relations avec l'article 4 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle - application sur le plan national)

Il a été expliqué qu'un Etat membre protégeant les obtentions végétales par brevets est obligé d'appliquer à la fois la Convention UPOV et la Convention pour la protection de la propriété industrielle. Il a été expliqué en outre que les dispositions de la Convention UPOV sur la priorité ont été élaborées de telle façon qu'elles n'entrent pas en conflit avec celles de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

xxix) Paragraphes 50 et 51 (article 13 - terminologie - but de la dénomination)

Le Comité a émis un avis défavorable sur les propositions de la CIOPORA.

xxx) Paragraphes 53, 54 et 57 (article 13 - relations entre les dénominations variétales et les marques de fabrique ou de commerce)

Le Comité a minutieusement examiné cette question sur la base des propositions présentées avant la session et au cours du débat, en particulier sur la base de celles qui figurent à l'annexe IV du présent document. Il n'est toutefois parvenu à aucun accord sur ces propositions.

xxxi) Paragraphe 55 (article 13 - traduction de la dénomination variétale)

Le Comité a émis un avis favorable sur la suppression proposée de "une traduction de la dénomination initiale ou" à l'article 13.5).

xxxii) Article 13 - communication de renseignements sur les dénominations variétales

Le Comité a pris note des difficultés que rencontrent les Etats-Unis d'Amérique pour transmettre des renseignements sur les dénominations variétales, du fait de la nature confidentielle des demandes de brevets.

xxxiii) Article 13 - utilisation obligatoire des dénominations variétales

Le Comité a pris note de la portée limitée de la législation sur les brevets des Etats-Unis d'Amérique, qui ne permet pas d'exiger l'utilisation de la dénomination variétale en vertu de cette législation.

xxxiv) Paragraphes 61 et 62 (article 21 - missions du Conseil)

Le Comité a émis un avis favorable sur la modification de l'alinéa c) comme suit :

"c) donner au Secrétaire général ... toutes directives nécessaires pour l'accomplissement des tâches de l'Union".

Le Comité a aussi émis un avis favorable sur la modification de l'alinéa g) comme suit :

"g) nommer le Secrétaire général et, s'il estime nécessaire, un Secrétaire général adjoint".

Il est convenu, à ce propos, que le Conseil devrait être convoqué en session extraordinaire à l'occasion de la Conférence diplomatique. A cette session, le Conseil devrait autoriser son Président à écrire une lettre au Directeur général de l'OMPI lui précisant que le Conseil ne nommera pas un Secrétaire général adjoint sans avoir demandé l'accord du Secrétaire général au préalable. En ce qui concerne un autre point à l'ordre du jour de cette session du Conseil, voir le paragraphe 13 ci-dessous.

xxxv) Article 26 - finances

La délégation de la République fédérale d'Allemagne a proposé un nouveau texte pour les paragraphes 2) et 4)a) de l'article 26. Celui-ci figure à l'annexe V du présent document. Le Comité n'est parvenu à aucune conclusion à ce sujet.

xxxvi) Article 27 - revision de la Convention

La délégation de l'Italie a proposé que la convocation d'une conférence de revision puisse être décidée non seulement par le Conseil (à la majorité prévue à l'article 22) mais aussi par un certain nombre d'Etats (nombre non encore précisé). Le Comité n'est parvenu aucune conclusion à ce sujet.

xxxvii) Article 28 - langues utilisées par le Bureau et lors des réunions du Conseil

La Délégation de l'Italie a proposé que la langue italienne soit également utilisée par le Bureau de l'Union et lors des réunions du Conseil. Le Comité n'est parvenu à aucune conclusion à ce sujet.

xxxviii) Paragraphe 68 (article 32.3) - adhésion d'Etats)

Le Comité n'a pas appuyé la proposition de l'ASSINSEL selon laquelle cette organisation devrait être consultée au sujet de demandes d'adhésion à la Convention UPOV formulées par des Etats.

xxxix) Paragraphe 69 (article 32A.2) - rédaction)

Le Comité a émis un avis favorable sur la modification proposée par l'Afrique du Sud.

xl) Article 37 - maintien des droits acquis

La délégation de l'Italie a proposé que l'article 37 soit précisé dans le sens que la Convention ne porte pas atteinte aux droits existant dans un Etat membre au moment où elle entre en vigueur sur le territoire de cet Etat. Le Comité n'est parvenu à aucune conclusion à ce sujet.

xli) Article 15 et suivants - dispositions administratives et de droit des traités

La délégation de l'Italie a émis une réserve générale à propos de ces articles, et le Comité en a pris note.

Etude de questions se rapportant à l'organisation de la Conférence diplomatique

10. Les débats se sont principalement déroulés sur la base des documents DC/2 (Règlement intérieur provisoire de la Conférence diplomatique) et RC/ad hoc/3 (note préparée par le Bureau de l'Union sur l'organisation de la Conférence diplomatique).

11. Le Comité a décidé que la deuxième équipe d'interprètes devra être engagée à partir du mercredi 11 octobre 1978, afin que l'on dispose de plus de temps pour étudier la question de l'article 13.

12. Le Comité a décidé en outre que la presse devra être invitée à l'ouverture de la Conférence diplomatique plutôt qu'à une conférence de presse immédiatement après le début de la Conférence. Il a pris note du souhait que les agences internationales de presse soient aussi invitées, en plus de la presse locale.

Divers

13. Le Comité a pris note du souhait de l'Union soviétique d'être invitée aux prochaines sessions du Comité administratif et juridique et du Comité technique. Il est convenu que le Conseil, qui sera convoqué en séance extraordinaire à l'occasion de la Conférence diplomatique (voir le paragraphe 9.xxxiv) ci-dessus), devra également prendre une décision sur cette question.

[Les annexes suivent]

## ANLAGE I

## LIST OF PARTICIPANTS/LISTE DES PARTICIPANTS/TEILNEHMERLISTE

I. MEMBER STATES/ETATS MEMBRES/VERBANDSSTAATENBELGIUM/BELGIQUE/BELGIEN

M. R. DERVEAUX, Inspecteur général au Ministère de l'Agriculture, Service juridique, 1, rue Marie-Thérèse (3e étage), 1040 Bruxelles

DENMARK/DANEMARK/DÄNEMARK

Mr. H. SKOV, Chief of Administration, Secretariate of the Danish Research Service for Soil and Plant Sciences, Statens Planteavlkontor, Virumgaard, Kongevejen 83, 2800 Lyngby

FRANCE/FRANKREICH

M. B. LACLAVERIE, Secrétaire général du Comité de la protection des obtentions végétales, 11, rue Jean Nicot, 75007 Paris

M. J.G. BUSTARRET, Directeur général honoraire de l'INRA, 35c, rue Henri Simon, 78000 Versailles

M. Y.-D. LAUGIER, Chef de la Division des marques, 9, rue du Delta, Paris 75009

Mme. M. ARGOT, Division des marques, 9, rue du Delta, Paris 75009

GERMANY (FED. REP. OF)/ALLEMAGNE (REP. FED. D')/DEUTSCHLAND (BUNDESREPUBLIK)

Dr. D. BÖRINGER, Präsident, Bundessortenamt, Rathausplatz 1, 3000 Hannover 72

Mr. W. BURR, Regierungsdirektor, Bundesministerium für Ernährung, Landwirtschaft und Forsten, Rochusstrasse 1, 5300 Bonn

Mr. H. KUNHARDT, Leitender Regierungsdirektor, Bundessortenamt, Rathausplatz 1, 3000 Hannover 72

Dr. A. MÜHLEN, 1. Sekretär, Ständige Vertretung der Bundesrepublik Deutschland, 28D, Chemin du Petit-Saconnex, 1211 Genf 19

Mr. H.J. SCHMID, Regierungsdirektor, Bundesministerium der Justiz, Heinemannstr. 6, 5300 Bonn

ITALY/ITALIE/ITALIEN

Mr. A. SINAGRA, Professeur, Université - Trieste, Magistrat de Tribunal, Ministère des Affaires Etrangères, Rome, Bureau du "Delegato per gli Accordi di Proprietà intellettuale"

NETHERLANDS/PAYS-BAS/NIEDERLANDE

Mr. K.A. FIKKERT, Legal Advisor, Ministry of Agriculture and Fisheries, Bezuidenhoutseweg 73, The Hague

Mr. A.W.A.M. VAN DER MEEREN, Board for Plant Breeders' Rights, P.B. 104, 6700 AC Wageningen

Mr. R. DUYVENDAK, Head of Section for Registration of Varieties of Agricultural Crops, RIVRO, Postbus 32, 6700 AA Wageningen



SOUTH AFRICA/AFRIQUE DU SUD/SÜDAFRIKA

Mr. J.U. RIETMANN, Agricultural Attaché, South African Embassy, 59, Quai d'Orsay,  
75007 Paris

SWEDEN/SUEDE/SCHWEDEN

Mr. C. UGGLA, President of the Court of Patent Appeals, 10242 Stockholm

SWITZERLAND/SUISSE/SCHWEIZ

Mr. W. GFELLER, Chef des Büros für Sortenschutz, Abteilung für Landwirtschaft,  
Büro für Sortenschutz, Mattenhofstrasse 5, 3003 Bern

Mr. K. WÜTHERICH, juristischer Beamter, Amt für geistiges Eigentum, Eschmann-  
Strasse 2, 3003 Bern

UNITED KINGDOM/ROYAUME-UNI/VEREINIGTES KÖNIGREICH

Mr. P.W. MURPHY, Controller of Plant Variety Rights, Ministry of Agriculture,  
Fisheries and Food, Whitehouse Lane, Huntingdon Road, Cambridge CB3 0LE

II. OBSERVERS/OBSERVATEURS/BEOBACHTER

(September 13 and 14/13 et 14 septembre/13. und 14. September)

UNITED STATES OF AMERICA/ETATS-UNIS D'AMERIQUE/VEREINIGTE STAATEN VON AMERIKA

Mr. S.D. SCHLOSSER, Attorney, US Patent and Trademark Office,  
Washington, DC 20231

III. OFFICER/BUREAU/VORSITZ

Mr. H. SKOV, President

IV. OFFICE OF UPOV/BUREAU DE L'UPOV/BÜRO DER UPOV

Dr. A. BOGSCH, Secretary-General  
Dr. H. MAST, Vice Secretary-General  
Dr. M.-H. THIELE-WITTIG, Senior Technical Officer  
Mr. A. HEITZ, Administrative and Technical Officer

As of September 12, 1978:

Mr. A. WHEELER, Legal Advisor

[Annex II follows]  
[L'annexe II suit]  
[Anlage II folgt]

## ANNEXE II

## PROJET DE RECOMMANDATION RELATIVE A L'ARTICLE 4

La Conférence,

Considérant l'article 4.2) et 3) de l'Acte révisé de la Convention;

Considérant le fait que la Convention dans sa version originale de 1961 comporte une Annexe énumérant des espèces économiquement importantes auxquelles chaque Etat de l'Union avait à appliquer la Convention dans des délais prescrits;

Considérant que l'Annexe a été supprimée dans l'Acte révisé, donnant ainsi aux Etats ayant l'intention de devenir membres de l'Union une plus grande liberté dans le choix des genres et des espèces auxquels ils appliqueront la Convention;

Consciente de l'intérêt que revêt pour l'agriculture en général et pour les obtenteurs l'admission des genres et espèces économiquement importants au bénéfice de la protection dans chaque Etat;

Recommande à chaque Etat de l'Union de s'employer à ce que la liste des genres et espèces bénéficiant de la protection en vertu de sa législation comprenne autant que possible les genres et espèces qui sont d'importance économique majeure pour cet Etat;

Recommande en outre à chaque Etat ayant l'intention de devenir membre de l'Union de choisir les genres ou espèces auxquels il devra, au minimum, appliquer les dispositions de la Convention au moment de l'entrée en vigueur de la Convention sur son territoire parmi ceux qui sont d'importance économique majeure pour cet Etat.

[L'annexe III suit]

## ANNEXE III

## PROJET DE RECOMMANDATION RELATIVE A L'ARTICLE 5

La Conférence,

Considérant l'article 5.1) et 4) de la Convention;

Consciente des problèmes particuliers que peut poser la protection du droit de l'obtenteur dans le cas de certains genres et espèces;

Considérant qu'il est d'une grande importance que les obtenteurs puissent sauvegarder efficacement leurs intérêts;

Recommande que lorsque l'octroi de droits plus étendus que ceux définis au paragraphe 1) de l'Article 5, à l'égard d'un genre ou d'une espèce, est souhaitable pour sauvegarder les intérêts légitimes des obtenteurs, les Etats contractants prennent toutes mesures adéquates, conformément au paragraphe 4) de l'article 5.

[L'annexe IV suit]

## ANNEXE IV

## PROPOSITIONS RELATIVES A L'ARTICLE 13

Proposition du Président du Comité<sup>1</sup>

"Les Etats membres prennent toutes mesures nécessaires pour assurer qu'aucun obstacle n'empêche la libre utilisation de la dénomination pour cette variété, même après l'expiration de la protection."

Proposition du Secrétaire général<sup>2</sup>

"Chaque Etat de l'Union prend les mesures nécessaires pour assurer que tout droit éventuel de l'obtenteur à l'égard du mot ou du signe qui est enregistré comme dénomination variétale n'empêche pas la libre utilisation de cette dénomination en relation avec la commercialisation ou toute autre utilisation de la variété protégée dans cet Etat."

[L'annexe V suit]

---

1

Ce paragraphe proposé remplacerait à la fois le paragraphe 4)a) et le paragraphe 8)b) dans la version de l'article 13 figurant dans le document DC/4.

2

Ce paragraphe proposé remplacerait le paragraphe 4)a) dans la version proposée de l'article 13 figurant dans le document DC/4.

## ANNEXE V

## PROPOSITION RELATIVE A L'ARTICLE 26

présentée par la délégation de la  
République fédérale d'Allemagne

Au paragraphe 2), des classes fixes sont prévues pour la détermination de la contribution annuelle des Etats membres. Le système ainsi adopté soulève les problèmes suivants :

La version de 1961 de la Convention prévoyait trois classes de contribution, à savoir :

Première classe	:	cinq unités
deuxième classe	:	trois unités
troisième classe	:	une unité.

Ce système étant devenu trop étroit, les classes suivantes ont été prévues par l'Acte additionnel du 10 novembre 1972 portant modifications de la Convention :

Classe I	:	5 unités
classe II	:	4 unités
classe III	:	3 unités
classe IV	:	2 unités
classe V	:	1 unité.

A nouveau, ce système est devenu trop étroit et le projet de Convention révisée prévoit maintenant quinze classes, qui sont désignées selon un système complexe de lettres, de chiffres romains et de chiffres romains suivis par "bis" ou "ter".

Ce système maintient l'inconvénient des versions précédentes de fixer un système rigide de classes. On peut prévoir que, en particulier après l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union, il devra à nouveau être adapté, principalement parce que dans un tel cas la valeur de l'unité de contribution calculée conformément au paragraphe 3) diminuera, de telle façon que le besoin de choisir une classe inférieure diminuera et que le besoin de contribuer à raison d'un plus grand nombre d'unités s'accroîtra. A ce moment, si un Etat contribue à raison de quinze unités, une modification de la Convention sera à nouveau nécessaire et sera plus difficile à mener à bien avec l'expansion de l'Union. Il convient donc de choisir un système qui permettrait des mouvements au sein de l'échelle sans modification de la Convention. Une condition préalable à ce système est que l'échelle ne doit pas être restreinte à quinze classes mais doit rester indéterminée vers le haut.

Le texte suivant pourrait être examiné :

- "2) Chaque Etat de l'Union contribue à raison du nombre d'unités prises en charge.
- 3) (Inchangé)
- 4)a) Chaque Etat désigne, au moment de son accession, le nombre d'unités qu'il prend en charge. Toutefois, il peut déclarer ultérieurement qu'il désire payer un autre nombre d'unités de contribution."
- (Reste inchangé)

Les classes sont supprimées car elles ne sont pas nécessaires. Cette règle est ouverte à toute modification dans les contributions qui peut se révéler nécessaire à la suite de la modification du nombre d'Etats membres ou de la structure financière de l'Union.

Si l'on estime nécessaire d'indiquer expressément que l'on peut choisir non seulement un nombre entier d'unités mais également un niveau intermédiaire, on pourrait répondre à ce vœu en utilisant l'expression "unités et/ou fraction d'une unité".

Dans la mesure où il paraît indispensable d'introduire une règle pour la transition du système de classes actuel à la nouvelle réglementation, la phrase suivante pourrait être ajoutée au paragraphe 2) de la proposition ci-dessus :

"Tout Etat de l'Union qui, à la date d'entrée en vigueur du présent Acte à son égard, paie des contributions en vertu des dispositions de l'Acte additionnel de 1972, contribue à partir de cette date, sous réserve des dispositions de la deuxième phrase du paragraphe 4), à raison du nombre d'unités déjà choisi par lui."

[Fin du document]